

11 décembre 2019

**32e Congrès de la Fédération des travailleurs et  
travailleuses du Québec**

## **Le mouvement ouvrier au Québec relève les défis de la période actuelle**

- Pierre Chénier -



### **Entrevue**

- **L'urgent besoin d'une amélioration immédiate des salaires et conditions de travail des employé/es des résidences pour personnes âgées - Sylvie Thomassin, déléguée syndicale, Syndicat québécois des employées et employés de service-FTQ**

### **Non à la destruction nationale!**

- **Lowe's inc. met la clé dans la porte de 34 magasins au Canada**
- **RONA dans le collimateur de Lowe's: l'échec des institutions et des dirigeants politiques canadiens à défendre l'édification nationale - K.C. Adams**

### **Réglez maintenant l'indemnisation des travailleurs!**

- **Les travailleurs accidentés de l'Ontario tiennent un rassemblement animé devant les bureaux du ministère du Travail**

### **Colombie-Britannique**

- **Accord de principe pour les travailleurs de SkyTrain**

## **Le mouvement ouvrier au Québec relève les défis de la période actuelle**

**- Pierre Chénier -**

La Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) a tenu son 32e Congrès à Québec, du 25 au 28 novembre, sous le thème : « En action dans un monde en changement ». Plus de 900 délégués ont pris part aux délibérations. Avec les observateurs et les invités, il y avait plus de 1000 personnes dans la salle à chaque jour. La FTQ a environ 600 000 membres dans les secteurs public et privé, comme la construction, les mines et la métallurgie, les communications, la foresterie, la santé et plusieurs autres.

Les événements principaux du Congrès ont été le discours d'ouverture du président de la FTQ, Daniel Boyer, la présentation et l'adoption de déclarations de politique en santé et sécurité du travail et sur l'assurance médicaments et la présentation d'un document d'appui sur la numérisation de l'économie. Des commissions ont été organisées sur la robotisation et la numérisation de l'économie dans lesquelles les délégués et les observateurs ont été répartis en six groupes de discussion sur le sujet. Le 27 novembre, le Congrès a tenu une manifestation devant l'édifice de l'Assemblée nationale pour réclamer une réforme pro-ouvrière de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail*. Des élections ont eu lieu au poste de président et secrétaire général de la fédération. Quatre-vingt-quinze résolutions ont été adoptées sur des sujets qui vont des statuts de la FTQ, à la santé et sécurité au travail et le *Code du travail* du Québec, à la défense des services publics et de ceux et celles qui les livrent, à l'environnement, entre autres sujets. Des experts ont offert des présentations sur l'économie de plateformes et sur les changements technologiques et la transformation des endroits de travail.

Daniel Boyer a été élu par acclamation pour un troisième mandat en tant que président de la FTQ et Daniel Bolduc, du Syndicat canadien de la fonction publique, a été élu par acclamation secrétaire général. Il remplace Serge Cadieux qui se consacrera au Fonds de solidarité de la FTQ.

Dans son discours d'ouverture, Daniel Boyer a expliqué que le thème « En action dans un monde en changement » se réfère principalement aux changements environnementaux et à la robotisation et à la numérisation de l'économie et leur impact sur le travail, l'emploi et les droits. Il a dit que la FTQ milite pour une juste transition pour les travailleurs et les syndicats en réponse à ces changements. D'autres défis, a-t-il dit, sont la préservation des services publics et le travail pour les rebâtir et l'amélioration des conditions de travail dans ce secteur, l'amélioration des conditions de santé et de sécurité pour tous les travailleurs et le besoin d'un régime d'assurance médicaments.

Selon le président de la FTQ, la fédération cherche à préserver le modèle québécois issu de la Révolution tranquille en l'adaptant aux réalités nouvelles afin que le Québec devienne plus vert, plus juste, plus égalitaire et plus solidaire et que la FTQ demeure un interlocuteur reconnu et légitime dans la société québécoise.

Pendant tout le Congrès, les délégués ont parlé de manière éloquente des problèmes et des défis auxquels ils font face.

Le Congrès a réclamé l'instauration d'un régime d'assurance-médicaments au Québec qui est sous gestion publique, universel, accessible, équitable, viable et indépendant.

En ce qui concerne les programmes sociaux et les services publics, les délégués ont demandé des changements immédiats substantiels pour les travailleurs et les travailleuses les plus vulnérables,

surtout ceux qui oeuvrent dans les résidences publiques et privées pour personnes âgées. Plusieurs sont intervenus pour dire que la contribution qu'ils font en s'occupant de ceux qui ont bâti le Québec doit être reconnue, surtout en ce qui concerne les salaires qui sont très bas et ne permettent pas de maintenir et d'attirer des employés dans le secteur. Le Congrès a rejeté fermement la déclaration du premier ministre du Québec, François Legault, que son gouvernement ne va pas négocier avec ceux qui livrent les services publics mais va limiter les augmentations de salaire de la majorité d'entre eux à l'augmentation du coût de la vie et accorder un peu plus aux préposés aux bénéficiaires et aux enseignants et enseignantes à bas salaire.



**Manifestation pendant le Congrès de la FTQ en appui aux employés/es en grève des résidences privées pour personnes âgées, le 26 novembre 2019**

La discussion sur la santé et la sécurité s'est tenue dans le contexte de l'annonce par le gouvernement Legault qu'il va modifier la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* et la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* en 2020. Les délégués ont dénoncé le fait que 40 ans après l'adoption de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail*, les quatre mécanismes de prévention prévus par la loi ne s'appliquent qu'à environ 12 % des travailleurs du Québec.[1]

On lit à l'article 2 de la loi : « La présente loi a pour objet l'élimination à la source même des dangers pour la santé, la sécurité et l'intégrité physique des travailleurs. Elle établit les mécanismes de participation des travailleurs et de leurs associations, ainsi que des employeurs et de leurs associations à la réalisation de cet objet. »

La réalité est tout autre et les gestes du gouvernement trahissent le texte de la loi. Les travailleurs de la construction ont donné l'exemple des opérateurs de grues qui sont attaqués brutalement par le gouvernement du Québec et la Commission de la construction du Québec qui ont abaissé les normes de la formation de ces travailleurs, mettant en danger la vie des travailleurs et du public. Avec ces mesures, le gouvernement et la CCQ prétendent notamment vouloir lutter contre la soi-disant tentative des grutiers et de leur syndicat d'exercer un contrôle sur les syndicats représentant les autres métiers de la construction, comme s'il s'agissait d'une lutte de pouvoir entre différents syndicats. On voit bien ce qu'il en est vraiment des « mécanismes de participation des travailleurs et de leurs associations » dont parle la loi. La réalité sur le terrain doit changer, ont dit des délégués, et les travailleurs doivent avoir un mot décisif à dire dans la détermination des conditions de santé et sécurité sur leurs chantiers et sur la façon dont la loi les protège et tous les mécanismes de prévention prévus par la loi doivent être applicables à tous les travailleurs. Les délégués ont aussi réclamé une indemnisation suffisante pour tous les travailleurs qui sont blessés ou deviennent malades au travail. Ils ont demandé que cesse la contestation systématique par les employeurs des demandes d'indemnisation des travailleurs. Cette contestation prive les travailleurs accidentés des montants dont ils ont besoin et qui leur reviennent de droit afin qu'ils puissent vivre dans la dignité. Cette contestation et l'insuffisance des prestations ne fait qu'aggraver leurs blessures et leur maladie.





**Manifestation à l'Assemblée nationale pour demander une réforme pro-ouvrière de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail*, 27 novembre 2019**

Les travailleurs ont aussi parlé de manière éloquent de la question de la robotisation et de la numérisation de l'économie. Ils appuient les changements technologiques, qui sont censés améliorer leur vie au travail, mais dans les mains des monopoles privés ceux-ci deviennent une gigantesque machine de déshumanisation et d'espionnage contre eux. Comme l'a dit un travailleur lors d'une des commissions, « les robots nous transforment en robots ». Il a expliqué que tous les mouvements des travailleurs sont espionnés électroniquement et que les compagnies les harcèlent en leur demandant ce qu'ils ont fait à tel ou tel moment parce que rien n'indique sur leurs écrans qu'ils ont bougé.

Les compagnies surveillent les cadences de travail et une fois qu'un travailleur dépasse une norme, même une seule fois, sa performance devient la nouvelle norme sans que les travailleurs donnent leur appui ou soient consultés. D'autres ont expliqué que les métadonnées amassées par les compagnies comprennent une grande quantité d'informations personnelles sur les travailleurs qui sont utilisées contre eux. Par exemple, les commentaires que font les travailleurs sur les médias sociaux sont régulièrement épiés par les compagnies qui leur imposent des mesures disciplinaires pour soi-disant « manque de loyauté » envers l'entreprise. Les métadonnées sont aussi utilisées pour repérer ceux qui peuvent devenir des activistes du mouvement ou qui pourraient vouloir former un syndicat, afin de prendre des mesures répressives contre eux.

Il y a eu plusieurs interventions dans les commissions sur ce qu'on appelle les économies de plateformes dans lesquelles des monopoles comme Uber ou Amazon prétendent que leurs

plateformes numériques font d'eux de simples intermédiaires entre différents utilisateurs. C'est ainsi qu'ils nient le lien d'emploi avec les personnes qui travaillent pour eux et par conséquent toute obligation de fournir des pensions ou des avantages sociaux et toute autre chose que les travailleurs peuvent réclamer dans une situation d'emploi régulier. Ces travailleurs sont souvent faussement qualifiés de « travailleurs autonomes » et connaissent une instabilité totale, sans parler d'une grande pauvreté alors qu'ils sont en relation d'extrême dépendance avec ces monopoles pour leur moyen de subsistance.

Plusieurs demandes ont été mises de l'avant, comme des modifications aux codes canadien et québécois du travail pour changer la définition de « personne salariée » pour qu'elle englobe ces travailleurs faussement autonomes. Les travailleurs demandent aussi le renforcement des lois sur la protection de la vie privée afin d'interdire aux compagnies la collecte d'informations personnelles sans leur permission.

Les travailleurs ont surtout mis l'accent sur le fait que tout cela leur rend très difficile d'affirmer leur force collective et de mener une lutte collective organisée pour leurs droits. On doit donner naissance à de nouvelles formes, ont-ils dit, afin de résoudre le problème de mettre en oeuvre la force organisée collective des travailleurs, leur capacité de discuter et d'élaborer les positions qui sont favorables à eux-mêmes et à la société et de lutter pour elles de manière effective. Ils ne sont pas découragés par ces problèmes mais travaillent activement à trouver de nouvelles façons de s'organiser qui correspondent aux conditions qui existent.

Il devient de plus en plus clair que le point de référence des travailleurs, quand ils mènent la lutte, n'est pas un attachement au passé et aux formes appartenant à la société civile qui ont été saccagées. Le point de référence est leur lutte pour leurs droits qu'ils mènent devant le tribunal de l'opinion publique. C'est dans le cours de ces luttes que de nouvelles formes sont créées qui correspondent au contenu qu'ils mettent de l'avant, dont une nouvelle direction de l'économie qui sert le peuple et non les riches et que les travailleurs contrôlent.

Par leurs interventions, les travailleurs ont pu discuter de comment se posent les problèmes auxquels ils font face et exprimer leur détermination à relever les défis. Cela a fait du Congrès de la FTQ un congrès enthousiasmant et vivant.

## **Note**

1. Ces mécanismes sont le programme de prévention, le programme de santé, le comité de santé/sécurité paritaire employeur-travailleur et le représentant à la prévention.

*(Photos : FTQ)*

---

## **Entrevue**

# **L'urgent besoin d'une amélioration immédiate des salaires et conditions de travail des employé/es des résidences pour personnes âgées**

***Sylvie Thomassin, déléguée syndicale, Syndicat québécois des employées et employés de service-FTQ -***

**Forum ouvrier :** Les travailleurs et les travailleuses des résidences pour personnes âgées, privées et publiques, luttent pour une amélioration immédiate et urgente de leurs conditions de travail. Tu travailles au Manoir et Cours de l'Atrium, une résidence privée. Peux-tu nous parler de ces conditions ?



**Durant les journées de grève dans les résidences privées pour personnes âgées au Québec en novembre 2019**

*Sylvie Thomassin* : Notre situation est particulièrement difficile en ce moment car nous sommes en pénurie de personnel. Nous devons composer avec cela à tous les jours parce que nous n'avons pas beaucoup d'employés réguliers. Nous avons affaire à des agences. Il faut s'adapter aux personnes qui nous sont envoyées par les agences. Nous, on a une routine de travail. Ils arrivent dans nos établissements, ne savent pas comment cela fonctionne. Il faut pratiquement à tous les jours faire de la formation pour leur montrer comment on fonctionne dans nos résidences. Cela nous crée une surcharge de travail, et un stress de plus, parce qu'au prix que paient les agences il arrive qu'ils ne se présentent pas au travail. Alors c'est plus de travail pour nos membres.

Les propriétaires des résidences privées ont de la difficulté à recruter de la main-d'oeuvre régulière. Cela se passe bien tant qu'ils n'arrivent pas à la question des salaires. À l'instant où on en arrive à la question des salaires, les futurs employés qui seraient intéressés à venir travailler chez nous abandonnent. On essaie de faire comprendre à l'employeur que ses salaires ne sont pas concurrentiels, que c'est pour cela qu'il a de la difficulté à avoir de la main-d'oeuvre. L'employeur persiste à dire que nous sommes en pénurie de main-d'oeuvre, sans vouloir voir le fond du problème. Nous avons des plongeurs qui gagnent 13 \$ de l'heure. Nous n'avons pas de régime de retraite, pas d'assurance-maladie, pas d'assurance-médicaments.

Nous travaillons pour une compagnie qui est cotée à la Bourse. Il s'agit de Chartwell, un des plus gros joueurs dans les résidences privées. Chartwell fait des millions par année. Nous prenons soin des gens avec qui ils font de l'argent. Au Manoir et Cours de l'Atrium, un appartement, dans les moins chers, coûte quelque 3000 dollars par mois. Notre résidence a 680 appartements. C'est la plus grosse résidence privée pour personnes âgées du Québec.

Pourtant, à la table de négociations, l'employeur dit qu'il n'a pas d'argent à donner à ses employés pour les garder dans ses établissements. Pendant ce temps, les établissements de résidences privées Chartwell continuent d'ouvrir. Il a déjà de la difficulté à mettre du personnel dans les résidences existantes et il en monte d'autres. Quel service les gens qui vont aller dans ces résidences vont-ils avoir ?

Nos salaires sont très inférieurs à ceux du public, nos infirmières font des quarts de travail doubles elles aussi. Dans notre résidence, nous connaissons présentement une épidémie de gastro. Nos serveuses de salle à manger vont livrer les repas sur les étages parce qu'une des salles à manger a été fermée. C'est une grande surcharge de travail. L'employeur nous demande de le faire, on le fait, mais il n'offre rien en retour. C'est de l'exploitation pure et simple. C'est normal que nos gens pensent à aller trouver un emploi ailleurs.

Dans sa publicité Chartwell parle du mieux-être des gens âgés, mais il ne leur fournit pas le



personnel pour leur fournir le mieux-être. Moi je suis retournée à l'école à 50 ans pour chercher un diplôme en cuisine pour avoir de l'avancement. Je n'ai pas été payée tellement plus cher pour cela. L'employeur demande des emplois qualifiés mais il ne veut pas payer pour les qualifications.

Nous ne sommes pas présentement en négociations mais nous allons soutenir ceux qui le sont, et il y en a qui font des journées de grève en ce moment. Les employés/es demandent un salaire de 15 \$ à l'embauche et une augmentation minimale de 1 \$ par année pour la durée de la convention. Nous-mêmes allons être en négociation l'automne prochain.

Il va falloir aussi qu'il se fasse quelque chose au niveau du gouvernement. Il faut que le gouvernement intervienne pour faire comprendre aux employeurs qu'ils doivent s'asseoir aux tables de négociation, augmenter les salaires, écouter les syndicats et les membres qu'ils représentent, qui ont des revendications qui sont légitimes.

Le Syndicat québécois des employées et employés de service (SQUEES) et toute la FTQ demandent aussi que le gouvernement Legault instaure un décret de convention collective pour améliorer le sort de ceux et celles qui travaillent dans les résidences pour personnes âgées. Ce décret fixerait les conditions d'emploi minimales que doivent respecter tous les employeurs du secteur.

**FO** : Veux-tu ajouter quelque chose en conclusion ?

**ST** : J'espère que la population va nous appuyer dans nos revendications et nos moyens d'action parce que c'est important. Il faut penser que nous aussi un jour nous allons nous retrouver dans ces résidences. Il ne faut pas laisser se dégrader les conditions comme cela se produit présentement, il faut respecter la dignité des gens âgés. Ils ont besoin de stabilité. Un rien peut les déstabiliser. Quand tu es âgé, tu es vulnérable. Ils ont besoin d'être traités par des personnes qui ont elles aussi de la stabilité dans leurs conditions. Nous ne sommes pas reconnus pour le travail que nous faisons et cela doit changer.

(Photo: SQUEES-FTQ)

---

**Non à la destruction nationale!**

## **Lowe's inc. met la clé dans la porte de 34 magasins au Canada**

Le 20 novembre, dans une annonce surprise, la société américaine Lowe's Companies inc. a annoncé la fermeture de 34 magasins au Canada, dont la plupart n'ont été acquis que récemment lors de sa prise de contrôle de RONA en 2016. Le géant américain du commerce de détail a annoncé la fermeture de 26 magasins RONA, 6 Lowe's et deux Réno-Dépôts en janvier et février prochains. Près du tiers des fermetures ont lieu au Québec, où 12 magasins sont touchés. Neuf magasins seront fermés en Ontario, six en Alberta, trois en Nouvelle-Écosse, trois en Colombie-Britannique et un en Saskatchewan.[1]



Les 34 fermetures portent à 61 le nombre de magasins canadiens que Lowe's a fermés au cours des deux dernières années. Elle a fermé 27 sites canadiens en 2018 - dont 24 sont des RONA récemment achetés - ainsi que des centres de soutien régionaux à Mississauga (Ontario) et à St. John's (Terre-Neuve), une usine de produits préfabriqués à St. John's (Terre-Neuve) et une usine de fabrication de

blocs à Kamloops (Colombie-Britannique). Le mois dernier, Lowe's a licencié 60 travailleurs à son siège social canadien situé à Boucherville, au Québec. Lowe n'a pas précisé combien de vies de travailleurs seront bouleversées cette fois par la perte de leur emploi et de leur moyen de subsistance.

RONA a été fondée en 1939 au Québec et est rapidement devenue une grande entreprise de vente au détail de quincaillerie et de matériaux de construction. À ce titre, elle a développé une relation à la fois avec l'industrie forestière québécoise et les entrepreneurs en construction. La montée en puissance de RONA en tant que chaîne de magasins à grande surface correspond au déclin général de la petite entreprise familiale du secteur de la vente au détail au sein du système impérialiste d'États et à la tendance à la concentration de l'économie socialisée, de la richesse sociale et du pouvoir politique dans un nombre de mains privées de plus en plus petit. Cette tendance laissée à elle-même a entraîné une domination croissante de l'oligarchie financière américaine sur le Canada.[2] À mesure que l'intégration continentale au sein de l'empire américain s'est poursuivie sans répit, le résultat a été une Forteresse Amérique du Nord et la perte de tout semblant de contrôle local, québécois ou canadien de l'économie.

Comme le montre la liste des endroits où les magasins seront fermés, ceux-ci se trouvent principalement dans des communautés plus petites, où les oligarques qui contrôlent Lowe's ne considèrent pas l'échelle de ses activités comme suffisamment lucrative. La tendance de l'impérialisme milite contre l'édification nationale rationnelle en faveur de la recherche du profit maximum, sans égard pour la vie et le bien-être du peuple, des économies locales ou de la Terre Mère. Les travailleurs, en particulier les jeunes, ont été forcés de chercher du travail dans des métropoles de plus en plus grandes telles que Montréal, Toronto ou les Basses terres du Fraser en Colombie-Britannique.

Dans les régions du Québec et ailleurs, comme à Prince George en Colombie-Britannique, les fermetures forcées de Lowe's semblent en partie liées à des attaques contre l'économie locale, tels que le secteur forestier et d'autres industries. Le manque d'investissements pour diversifier les économies locales les a rendus vulnérables aux crises. Les travailleurs de Bécancour, qui vont perdre leur magasin RONA, ont fait face récemment au lockout de 18 mois imposé par Alcoa/Rio Tinto aux 1 000 ouvriers de l'aluminerie ABI, un lockout aidé et encouragé par le gouvernement du Québec et Hydro-Québec.

Les magasins RONA à Bécancour, Nicolet et Trois-Rivières, ainsi que les magasins Réno-Dépôt à Trois-Rivières et Lowe's à Prince George, situés entre autres dans des villes moins grandes, sont sur le point d'être fermés. Ces attaques contre les régions sont des formes de destruction nationale au service de l'oligarchie financière internationale avide de profits, dont les considérations sont fondées sur la nécessité de recevoir un tribut du monde entier pour satisfaire ses intérêts privés.

Les travailleurs ne peuvent et ne veulent pas accepter ces attaques contre le tissu économique et social de leur vie. La destruction nationale reflète le manque de contrôle des travailleurs sur leur économie et les épreuves qui affectent leurs vies. Une alternative est possible ! Joignez-vous au mouvement résolu en faveur du renouveau démocratique et pour investir le peuple du pouvoir de décider afin que nous puissions ensemble créer une nouvelle direction prosociale de l'économie qui favorise le peuple et un projet d'édification nationale qui s'oppose au pouvoir, au contrôle et à la destruction par l'oligarchie financière internationale.

## Notes

1. Liste des fermetures de magasins annoncées par Lowe's, le 20 novembre :



<b>Colombie-Britannique</b>		<b>Date de fermeture</b>
Lowe's Prince George	2999 Massey Drive	19 février 2020
RONA Surrey (Newton)	6965 King George Boulevard	31 janvier 2020
RONA Osoyoos	6014-51 Street	31 janvier 2020
<b>Alberta</b>		
Lowe's Calgary - Shawnessy	295 Shawville Boulevard S.E.	19 février 2020
RONA Airdrie	2649 Main Street South	31 janvier 2020
RONA Calgary (Midnapore)	14815 Bannister Road S.E.	31 janvier 2020
RONA St. Albert	730 St. Albert Trail	31 janvier 2020
RONA Sherwood Park	340 Baseline Road	31 janvier 2020
RONA Edmonton (Ellerslie Road)	1003 Parsons Road S.W.	31 janvier 2020
<b>Saskatchewan</b>		
Lowe's Regina - North	489 Albert Street North	19 février 2020
<b>Ontario</b>		
Lowe's Etobicoke - North	48 Lowe's Place	31 janvier 2020
Lowe's Thunder Bay	1000 Fort William Road	31 janvier 2020
Lowe's Cornwall	950 Brookdale Avenue	31 janvier 2020
RONA Brockville	550 Stewart Boulevard	31 janvier 2020
Home & Garden RONA - Cambridge	66 Pinebush Road	31 janvier 2020
RONA Mississauga	Rockwood Mall, 4141 Dixie Road	31 janvier 2020
Reno-Depot Aurora	140 First Commerce Drive	31 janvier 2020
RONA Oshawa	1279 Simcoe Street North	31 janvier 2020
RONA Ajax	19 Notion Road	31 janvier 2020
<b>Québec</b>		
RONA Granby	316 rue Denison Est	31 janvier 2020
RONA Sorel	1293 chemin des Patriotes	31 janvier 2020
RONA Bécancour	3365 boulevard Bécancour	31 janvier 2020
RONA Nicolet	2145 boulevard Louis-Frchette	31 janvier 2020
RONA Saint-Tite	700 rue Notre-Dame	31 janvier 2020
RONA Trois-Rivières	15 rue Philippe-Francoeur	31 janvier 2020
RONA Saint-Félix-de-Valois	3110 rue Henri-L. Chevette	31 janvier 2020
RONA Carignan	2395 chemin de Chambly	31 janvier 2020
RONA Saint-Lambert	707 rue Saint-Charles	31 janvier 2020
RONA Saint-Sauveur	180 rue Principale	31 janvier 2020
RONA Bellefeuille - Saint- Jérôme	905 boulevard de la Salette	31 janvier 2020
Réno-Dépôt Trois-Rivières	4575 boulevard des Forges	31 janvier 2020
<b>Nouvelle-Écosse</b>		
RONA Dartmouth (Windmill Road)	500 Windmill Road	19 février 2020
RONA Dartmouth (Harbour)	1000 Cole Harbour Road	19 février 2020
RONA Bedford	1658 Bedford Place Mall	19 février 2020

2. D'autres attaques récentes des impérialistes américains sur le secteur de la vente au détail au Canada

### **Fermetures de Target et Zellers : Des années désastreuses pour les travailleurs, les fournisseurs et les autres personnes du secteur (Extrait)**

« En 2014, Target a rénové et ouvert 133 magasins au Canada, la plupart d'anciens contrats de location de Zellers, embauchant 17 600 travailleurs et vendant des franchises de pharmacie pour la plupart des magasins. Et voilà que, le 15 janvier 2015, Target a placé ses opérations canadiennes sous la protection de la faillite en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (LACC) et annoncé la fermeture de toutes ses opérations en deux mois. Tous ses travailleurs ont été informés qu'ils avaient été licenciés et les opérations de franchise de pharmacies et de cafés ont été abandonnées. Une fois de plus, les travailleurs au détail sont devenus des dommages collatéraux dans un système économique qui est destructeur c'est le moins qu'on puisse dire, et dans lequel ils n'ont aucun contrôle ni mot à dire. » ([Le Marxiste-léniniste](#), numéro 7, 18 février 2015)



---

## **RONA dans le collimateur de Lowe's: l'échec des institutions et des dirigeants politiques canadiens à défendre l'édification nationale**

**- K.C. Adams -**

La prise de contrôle de RONA démontre que les résidents des communautés locales et en particulier la classe ouvrière n'ont aucun contrôle sur la direction de l'économie. Ils n'ont aucun contrôle sur où sont investis les profits, d'où proviennent les produits achetés et vendus par une entreprise, sur la manière dont une entreprise peut être renouvelée pour mieux servir l'économie et le peuple, et sur la survie ou la mort d'une entreprise. Cette affaire a également montré que les institutions dites démocratiques libérales ne sont d'aucun recours, s'étant avérées impuissantes face à l'assaut de l'oligarchie financière mondiale et s'étant placées à son service.

C'est en 2012 que le géant américain Lowe's a commencé sa campagne pour s'emparer de RONA. Comme c'est le cas d'autres entreprises qui dominent le secteur de la vente au détail, comme Walmart et le géant de l'Internet Amazon, Lowe's n'est pas une entreprise à part entière mais un empire qui résulte de la fusion du capital financier, industriel, commercial et immobilier contrôlé par l'oligarchie financière.



Les rumeurs publiques sur une prise de contrôle de RONA par Lowe's ont commencé sérieusement en juillet 2012 avant l'élection québécoise. Le bruit autour d'une prise de contrôle américaine a provoqué une réaction dans les médias et parmi les partis politiques cartels rivalisant pour le pouvoir. Ils se sont tous engagés à « faire quelque chose » pour bloquer la prise de contrôle de Lowe's par RONA.

Le « faire quelque chose » a été décrit dans les médias comme étant le fruit « d'acquisitions de

manière indépendante, par des institutions financières sous contrôle gouvernemental ou amies du gouvernement, d'un bloc d'actions au sein 'd'entreprises stratégiques' afin de bloquer des prises de contrôle ».[1] À peine quelques années plus tard, en 2016, autant les gouvernements fédéral et québécois que les « institutions financières amies du gouvernement », qui ont acquis un volume significatif d'actions de RONA, ont capitulé lorsque Lowe's est revenue avec une « offre qu'elles et le gouvernement de l'époque ne pouvaient pas refuser ». RONA a été vendue à Lowe's parce que, si on ne s'en tient pas aux principes de l'édification nationale, le pragmatisme règne en maître. Cela signifie que les personnes en contrôle peuvent trouver et répandre une excuse pour capituler devant le pouvoir de l'oligarchie financière mondiale.

Les partis d'opposition à l'Assemblée nationale du Québec ont critiqué le gouvernement libéral de Philippe Couillard pour avoir autorisé la vente de RONA à Lowe's, certains députés prédisant même la catastrophe pour les régions. On a particulièrement blâmé le ministre de l'Économie, Jacques Daoust, qui a été président et chef de la direction d'Investissement Québec (IQ) de 2008 à 2013, avant de faire partie du gouvernement du parti cartel libéral en tant que député à l'Assemblée nationale en 2014. Sous la direction de Daoust, IQ a acquis une participation de 10 % dans RONA en tant qu'« institution financière sous contrôle gouvernemental » afin d'aider vraisemblablement à sauver RONA d'une prise de contrôle étrangère. Cependant, lorsque l'offre d'achat de Lowe's est devenue réelle en 2016, la résistance a cédé au pragmatisme. IQ et les deux gouvernements libéraux à Ottawa et au Québec, y compris Jacques Daoust, le ministre de l'Économie, ont officiellement approuvé la vente.

Peu après l'annonce de la vente de RONA à Lowe's par le gouvernement Couillard en 2016, Jacques Daoust a démissionné de son poste de ministre de l'Économie. Plus tard dans l'année, il a démissionné de l'Assemblée nationale et est décédé subitement en 2017 des suites d'un accident vasculaire cérébral. Ses papiers personnels rendus publics après sa mort révèlent qu'il s'était en fait opposé à la vente de RONA depuis le début. Selon Daoust, le bureau du premier ministre Couillard a conclu la vente à son insu. Dans ses mémoires, il accuse le gouvernement libéral, ou plus précisément le bureau du premier ministre, de l'avoir contraint après coup à accepter la vente à titre de ministre de l'Économie, puis à mentir en public en disant avoir participé aux arrangements juridiques et politiques en préparation de la vente et qu'il était en complet accord.

Deux ans après la vente de RONA à Lowe's, le couperet a commencé à tomber, décrit par l'analyste financier Yvan Allaire comme : « la pression exercée par les marchés [sur le PDG et le conseil d'administration de Lowe's] face à des performances médiocres. Ses activités au Canada [c.-à-d. RONA] étaient devenues un frein sur ses revenus [...] Lowe's est cotée à la Bourse de New York et doit donc respecter le seul engagement qui compte vraiment : tout faire pour maintenir et faire monter le prix de ses actions. Ce qui est en jeu ici dans une scène dramatique quotidienne bien réelle sont les emplois de ses cadres dirigeants et le montant de leur rémunération. Toute hésitation ou tout retard dans l'adoption de toutes les mesures nécessaires pour répondre aux attentes des actionnaires sera sévèrement et rapidement punie. C'est la loi inexorable des marchés financiers ». On ne peut s'empêcher de dire que « la scène dramatique quotidienne bien réelle » sont les emplois des hommes et des femmes qui travaillent chez RONA et le sort des communautés et de l'économie locale où se produisent les fermetures.

La première vague de fermetures de magasins RONA de Lowe's a été annoncée un mois à peine après l'arrivée au pouvoir du gouvernement du parti de la Coalition Avenir Québec de François Legault en octobre 2018, et la deuxième vague un an plus tard, pour un total de 61 magasins fermés au Canada. La réaction de la CAQ au pouvoir a été très différente de ce qu'elle était quand la CAQ était dans l'opposition, lorsqu'elle dénonçait le gouvernement du Parti libéral pour avoir accepté la vente.

Le ministre de l'Économie de la CAQ, Pierre Fitzgibbon, a même été jusqu'à blâmer les Québécois pour les fermetures, déplorant ce qu'il qualifie d'affaiblissement de leur attachement émotionnel à la



marque RONA depuis la prise de contrôle de Lowe's. « Les relations entre les Québécois et RONA sont brisées et je comprends pourquoi », a déclaré Fitzgibbon aux journalistes, ajoutant qu'ils préfèrent également faire leurs courses dans des magasins appartenant au Québec. Fitzgibbon a ajouté que le gouvernement de la CAQ ne pouvait rien faire car il était lié par un accord confidentiel signé entre Lowe's et le gouvernement fédéral lors de la prise de contrôle de Rona en 2016. Certains employés des magasins RONA ont dénoncé le fait que Fitzgibbon avait suggéré que les fermetures lui convenaient car il « préfère faire des emplettes dans des magasins appartenant à des Québécois ». Ils ont souligné que les travailleurs qui subissent les mises à pied sont des Québécois et que l'autre magasin de matériaux de construction à grande surface au Québec, Home Depot, n'appartient pas à des Québécois.

Lowe's a déclaré que les fermetures étaient conformes à la convention d'achat de 2016 signée avec le gouvernement fédéral. Le gouvernement Trudeau semble être d'accord et n'interviendra pas. Un communiqué du ministère fédéral de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique indique qu'il surveille de près ces engagements « sur une base continue pour assurer la conformité ».

Le ministre Fitzgibbon de la CAQ a fait remarquer que la conformité n'était pas très difficile en déclarant : « Soyons réalistes, cet accord est sur une page et demie. L'engagement sur cette page est donc un peu souple. [...] Mon travail consiste simplement à appeler le gouvernement fédéral à s'assurer qu'ils appliquent ce qu'ils ont signé en 2016. Mais c'est assez souple. »



Le premier ministre de la CAQ, François Legault, qui avait critiqué en 2016 le gouvernement libéral Couillard pour ne pas avoir bloqué la vente, a qualifié de « malheureuses » les deux vagues de fermetures de magasins RONA menées sous son gouvernement ajoutant que rien ne peut être fait parce que « RONA est possédée par Lowe's. C'est une entreprise privée. »

L'impuissance des soi-disant institutions démocratiques libérales s'exprime pleinement à tous les niveaux de gouvernement dans cette affaire. Par leur forme et leur contenu, ces institutions sont incapables de défendre le peuple, l'économie et l'édification nationale face aux ravages de l'oligarchie financière mondiale.

Investir le peuple du pouvoir de décider et le renouveau démocratique sont à l'ordre du jour pour défendre les droits et les intérêts du peuple et donner une nouvelle direction prosociale à l'économie qui favorise le peuple.

## Note

1. Toutes les citations sont tirées de « *Rona's tragedy in three acts : From Quebec's foreign takeover block, to deal with Lowe's, to store closures* », Yvan Allaire, *Financial Post*, 22 novembre 2019, et traduites de l'anglais par LML.

(Sources : Radio-Canada, CBC News, CTV, Reuters, National Post)

**Régalez maintenant l'indemnisation des travailleurs!**

## **Les travailleurs accidentés de l'Ontario tiennent un rassemblement animé devant les bureaux du ministère du Travail**



Le 9 décembre, des travailleurs accidentés et leurs alliés se sont rassemblés aux bureaux du ministère du Travail pour demander au gouvernement Ford de cesser ses attaques et de prendre immédiatement deux mesures pour résoudre les problèmes du système d'indemnisation des accidents du travail ainsi que la réglementation provinciale qui régit la sécurité au travail. La première demande est que le gouvernement adopte le projet de loi 119 émanant d'un député, actuellement devant l'assemblée législative, qui mettrait fin à la pratique de la présomption. Cette pratique appauvrit les travailleurs accidentés en réduisant leurs prestations parce qu'ils sont considérés comme occupant des emplois inexistantes. Deuxièmement, ils demandent que l'article 83 (4) de l'actuelle *Loi sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail* qui tient les employeurs, et non les agences de placement, responsables lorsque des employés embauchés par ces agences de placement sont blessés ou tués sur leur lieu de travail, soit appliqué.

Régler le problème de l'indemnisation maintenant requiert aussi que le gouvernement de l'Ontario mette fin à la situation où des millions de dollars sont versés aux employeurs par le biais de plus faibles primes d'indemnisation de la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents de travail alors que les travailleurs accidentés se voient refuser des indemnités. Cela veut dire que les autres revendications de la campagne *L'indemnisation des travailleurs est un droit !* doivent être satisfaites: que le gouvernement écoute les médecins qui soignent les travailleurs blessés plutôt que des médecins qui ne font que lire des rapports ; l'annulation des coupures à l'aide juridique ; et l'arrêt des refus de réclamation en raison de conditions soi-disant préexistantes.

L'action de cette année a été organisée par le Réseau ontarien des groupes de travailleurs accidentés (ONIWG) avec la Campagne pour le salaire minimum à 15 \$ et l'équité. Ont également participé le Syndicat des Métallos, le Workers' Action Centre, la campagne de la Force du nombre de la Fédération du travail de l'Ontario, les cliniques d'aide juridique des travailleurs accidentés, Injured Workers Action for Justice, la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants et le Centre ouvrier du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste). Des ponchos avec le slogan « L'indemnisation des travailleurs est un droit ! » ont été donnés par le syndicat des travailleurs du rail. Des activistes des travailleurs accidentés, autant nouveaux qu'aguerris, ont participé à l'action animée, avec deux nouveaux membres tenant fièrement la bannière de l'ONIWG sous la pluie.

Les actions annuelles de Noël, qui se déroulent depuis 28 ans, mettent en lumière les épreuves rencontrées par les travailleurs accidentés et leurs familles durant les Fêtes, ainsi que leur appauvrissement tout au long de l'année. Cette année a été particulièrement difficile avec les attaques brutales du gouvernement Ford contre les programmes sociaux requis par tous les travailleurs de



l'Ontario, ainsi que les coupures dans le financement des cliniques juridiques spécialisées dont dépendent les travailleurs accidentés pour obtenir une aide juridique et défendre leurs droits.



Des actions ont également eu lieu à Sudbury et Windsor. À Sudbury, alors que le rassemblement principal a été reporté au 16 décembre en raison du mauvais temps, un petit piquet d'information militant a quand même eu lieu.



## Windsor



## Sudbury



(Photos : FO, ONIWG, Sudbury Injured Workers' Education and Action Centre, Windsor Injured Workers)



## Colombie-Britannique

### Accord de principe pour les travailleurs de SkyTrain

Après une session de négociations de près de 18 heures, les négociateurs des 900 employés de SkyTrain, membres de la section locale 7000 du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), ont conclu une entente de principe avec la BC Rapid Transit Company (BCRTC) quelques minutes avant 5 heures le 10 décembre, date à laquelle les travailleurs devaient aller en grève. Les travailleurs en question sont des agents de train et de gare, des opérateurs de contrôle, du personnel administratif, des techniciens et des préposés à l'entretien. La BCRTC est une filiale en propriété exclusive de TransLink, l'agence légiférée par le gouvernement provincial qui supervise les opérations de transport en commun dans la région métropolitaine de Vancouver.

Selon un reportage du *Vancouver Sun* publié peu de temps après la conclusion de l'entente de principe, le président de la section locale 7000 du SCFP, Tony Rebelo, a déclaré qu'elle répondait à bon nombre des préoccupations du syndicat. Aucun détail ne sera rendu public avant le vote de

ratification. Les négociations sont en cours depuis le 31 août, date d'échéance de la convention actuelle. Le syndicat a donné un préavis de grève de 72 heures le 6 décembre, à la suite d'un vote de 96,8 % en faveur de la grève.

Les travailleurs veulent un salaire qui leur soit acceptable, la fin des heures supplémentaires obligatoires, un personnel suffisant et des modifications aux dispositions relatives aux congés de maladie.



---

**(Pour voir les articles individuellement, cliquer sur le titre de l'article.)**

**PDF**

**NUMÉROS PRÉCÉDENTS | ACCUEIL**

**Site web: [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Email: [forumouvrier@cpcml.ca](mailto:forumouvrier@cpcml.ca)**